



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE



Distr. :  
LIMITEE

E/ECA/TCD/77  
Mars 1991

FRANCAIS  
Original : FRANCAIS

RAPPORT  
DE LA CONFERENCE SPECIALE DES MINISTRES CHARGES  
DES TELECOMMUNICATIONS SUR L'ETUDE DE FAISABILITE RASCOM

Abuja (Nigéria), 4 - 6 février 1991



NATIONS UNIES  
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

ETAT  
EN LA CONFERENCE GENERALE DES MINISTRES CHARGES  
DES RECOMMUNICATIONS SUR L'ETUDE DE FAISABILITE BASCON  
Niger (Nigeria), 4 - 6 février 1961



## A. ORGANISATION

1. La Conférence spéciale des ministres des télécommunications s'est tenue au Nicon Noga Hilton à Abuja, Capitale fédérale du Nigéria, du 4 au 6 février 1991, sur l'invitation du Gouvernement fédéral du Nigéria.

## B. PARTICIPATION

2. Les représentants des Etats membres suivants de la Commission économique pour l'Afrique étaient présents : Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé et Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.
3. Ont également participé à la réunion les représentants des organisations et institutions spécialisées des Nations Unies, des organisations africaines et internationales suivantes : Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC), Banque africaine de développement (BAD), Commission économique pour l'Afrique (CEA), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation de l'unité africaine (OUA), Union panafricaine des télécommunications (UPAT), Union africaine des postes et télécommunications (UAPT), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique (URTNA), Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), Commission économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'est et australe (ZEP).
4. L'Italie, European Satellite Consulting Organization (ESCO), Telecommunications Consultants India Limited (TCIL), la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne (ASECNA) ont participé à la réunion comme observateurs.

## C. OUVERTURE DE LA REUNION

5. Son Excellence, le Ministre du Territoire de la Capitale fédérale, le Général de Division Gado Naski, a adressé au Vice-Président de la République fédérale du Nigéria, aux ministres et aux autres délégués présents, ses vœux de bienvenue à Abuja. Il a indiqué que le nouveau territoire de la Capitale fédérale occupe une superficie de quelques 8 000 km<sup>2</sup> dont 265 km<sup>2</sup> pour la ville d'Abuja. Il a ensuite vivement engagé les autres pays africains qui se proposent de déplacer leur capitale de prendre exemple sur Abuja.
6. Enfin, il a vivement engagé les délégués à saisir l'occasion de leur présence à la réunion pour visiter Abuja et ses environs.

7. Le Secrétaire exécutif de la CEA et Secrétaire général adjoint des Nations Unies, M. le Professeur Adebayo Adedeji, dans son allocution d'ouverture a exprimé sa gratitude au peuple et au Gouvernement du Nigéria non seulement pour avoir gracieusement offert d'abriter la Conférence spéciale des ministres africains des télécommunications, mais aussi pour avoir accepté d'organiser à Abuja du 23 janvier au 9 février 1991, une série de réunions parrainées par la CEA.

8. Il a ensuite rappelé les circonstances qui ont présidé à la demande d'entreprendre l'étude de faisabilité RASCOM. Il a fait observer que 16 années se sont écoulées depuis la première mesure concrète prise par la Conférence des ministres de la CEA à sa 12ème session tenue à Nairobi (Kenya) à laquelle elle a adopté la Résolution 281 (XII) demandant à la CEA, à l'OUA et à l'UIT d'organiser une étude de faisabilité en vue de la création d'un Système régional africain de communications par satellite dans le cadre du programme de la première Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA I).

9. Passant en revue le développement des télécommunications en Afrique, il a pris note qu'en dépit des progrès accomplis, le secteur des télécommunications n'avait pas répondu aux espérances placées en lui. Etant concentré dans les centres urbains, le réseau a exercé une incidence minimale sur le développement des zones rurales qui constituent le centre des activités agricoles.

10. Le Secrétaire exécutif a également mentionné le cadre institutionnel établi pour la conduite de l'étude de faisabilité, le CCII, au sein duquel la CEA, en sa qualité de Vice-président et d'institution responsable du programme de l'UNTACDA, s'est appliquée à apporter son soutien à l'étude RASCOM. Il a déclaré que la CEA considère le projet RASCOM comme constituant une contribution essentielle et majeure au développement socio-économique de l'Afrique dans le cadre de UNTACDA. Il a aussi mentionné la priorité accordée aux zones rurales et aux aspects concernant l'intégration avec les réseaux existants en Afrique.

11. A propos des conclusions et des recommandations élaborées par la deuxième réunion du Comité exécutif interimaire (CEI) à Abuja (28 janvier - 1 février 1991), il s'est déclaré convaincu de la capacité de la présente conférence à prendre les décisions appropriées. Il a conclu en remerciant les institutions de financement, les institutions internationales et les pays donateurs qui ont contribué au financement de l'étude de faisabilité.

12. Le Secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. l'Ambassadeur B. Dede, a remercié le Nigéria au nom du Secrétaire général, M. Salim Salim, pour avoir abrité cette conférence. L'OUA, a-t-il affirmé, suit de très près le développement des télécommunications en Afrique tout comme le Nigéria.



13. La Conférence des ministres chargés des télécommunications est un pas important vers la constitution de la Communauté économique africaine telle que préconisée par le Plan d'action de Lagos (1980). Le prochain sommet de l'OUA prendra à cet égard une mesure historique quant à la constitution de cette Communauté économique africaine.
14. Les télécommunications en Afrique ont connu un grand retard surtout dans les campagnes où le réseau est inexistant. Pour un produit intérieur brut (PIB) de 300 milliards de dollars EU, l'Afrique ne dépense actuellement qu'un milliard de dollars EU pour l'investissement dans le secteur des télécommunications.
15. L'OUA a appuyé la création du réseau PANAFTEL et a aidé à la création de l'Union panafricaine des télécommunications (UPAT). Le Secrétaire général adjoint a lancé un appel aux pays africains pour qu'ils versent régulièrement leurs contributions à cette organisation.
16. Il a rappelé les circonstances de la création du projet RASCOM dans le cadre de la première Décennie des transports et des communications pour l'Afrique ainsi que le rôle de supervision de l'étude dévolu au CCII que l'OUA préside et qui comprend des organisations régionales et internationales. Le CCII est convaincu que l'étude de faisabilité RASCOM a clairement montré la viabilité du projet. Il a rappelé que l'avenir économique de l'Afrique est dans les zones rurales. Il a enfin lancé un appel aux pays africains pour qu'ils élaborent leur politique générale de développement des télécommunications ou la revoient si elle existe déjà.
17. Après avoir remercié le CCII pour sa fructueuse coopération avec l'OUA ainsi que les bailleurs de fonds de l'étude de faisabilité, il a rappelé que l'avenir des télécommunications en Afrique se trouve entre les mains des ministres chargés des télécommunications et que ce secteur est primordial pour le développement socio-économique de l'Afrique.
18. Le Secrétaire général de l'UIT, M. Pekka Tarjanne, a commencé son allocution en soulignant l'importance de la présente conférence compte tenu des décisions capitales à prendre sur tous les problèmes abordés, qu'ils soient d'ordre politique, stratégique ou qu'ils concernent la coopération et l'intégration régionales.
19. Il a poursuivi en rappelant quelques-uns des critères fondamentaux adoptés dans l'étude de faisabilité RASCOM, tels que la priorité accordée aux zones rurales et la viabilité financière du projet. A propos des résultats de l'étude, il a fait observer que le lancement de la phase complémentaire exigera un engagement minimum de la part des gouvernements africains à apporter leur soutien au programme, tant moralement que matériellement. Il a indiqué que lorsqu'une décision aura été prise, le projet entrera dans une brève phase de transition au cours de laquelle les activités préparatoires qui conduiront à la phase pré-opérationnelle seront entreprises. Il a également insisté sur l'opportunité de retenir une option de gestion suffisamment souple qui autorise une large participation aux investissements.

20. En concluant son allocution, M. Tarjanne a déclaré que l'UIT mettra tout en oeuvre pour apporter son aide et son soutien pour les activités RASCOM futures, comme elle l'a toujours fait dans le passé. Enfin, il a exprimé sa reconnaissance aux institutions de financement, aux institutions internationales et aux pays donateurs qui ont contribué au financement de l'étude de faisabilité.

21. Dans une allocution de bienvenue, Son Excellence le Ministre des communications, l'ingénieur O.A. Ige, a rappelé que la Conférence des ministres des télécommunications allait examiner le rapport des experts qui se sont réunis du 28 janvier au 1 février 1991 afin de prendre des décisions appropriées. Il a ensuite invité le Vice-Président de la République fédérale du Nigéria à prononcer l'ouverture de la réunion.

22. Dans son allocution, le Vice-Président de la République fédérale du Nigéria, l'Amiral Augustus Aikhomu, a souhaité la bienvenue, au nom du Gouvernement fédéral et du peuple du Nigéria, à tous les participants à la Conférence des ministres africains des télécommunications réunis à Abuja pour examiner le rapport final de l'étude de faisabilité sur le Système régional africain de communications par satellite (RASCOM).

23. Il a souligné l'importance que revêtent les télécommunications pour l'intégration et le développement au niveau régional. Toutefois, il a fait observer que si la rigidité du système colonial a entravé le développement des télécommunications, l'ère qui a suivi l'accession à l'indépendance n'a apporté aucune amélioration à cet égard compte tenu des nombreuses autres priorités et du manque de ressources. Il a cité le cas des communications à destination d'autres pays africains qui, du fait des conditions imposées par les puissances coloniales, devaient transiter par leur capitale.

24. Le Vice-Président a rappelé aux délégués la lourde tâche qu'ils avaient devant eux, à savoir établir le tracé du réseau de télécommunications en Afrique jusqu'au 21ème siècle. Il a fait observer que l'Afrique ne pouvait plus se contenter de se lamenter sur le passé mais qu'il était temps pour elle de prendre son destin en mains. Il a ajouté que le sujet de la présente conférence offrait à l'Afrique une occasion de démontrer sa volonté d'autonomie.

25. Il a dénoncé la croyance selon laquelle la technologie conventionnelle nécessaire pour soutenir un développement effectif serait d'un coût prohibitif. Toutefois, il a fait observer que les nouvelles techniques mises au point permettront de réduire considérablement les coûts et les délais de mise en oeuvre des programmes de télécommunications.

26. Le Vice-Président a brièvement rappelé les objectifs du projet RASCOM, constatant à cet égard avec grande satisfaction le soin et la minutie apportés à l'élaboration du rapport de l'étude de faisabilité RASCOM, tant dans son contenu que dans sa portée.



27. Il a en outre pris acte du rôle joué par l'UIT dans le domaine de la normalisation, rôle dont il faudra tenir compte pour la formulation d'une politique de coopération régionale.

28. Le Vice-Président a fait observer que compte tenu des capitaux considérables nécessaires pour le projet RASCOM et du peu de ressources disponibles, il serait souhaitable d'encourager une participation du secteur privé dans l'opération, avec un mécanisme permettant aux gouvernements africains de rester actionnaires majoritaires. Compte tenu du caractère complexe de cette participation, une formation professionnelle suffisante doit aussi être assurée pour le projet RASCOM.

29. Il a constaté avec regret qu'en dépit du rapport de la Commission Maitland de 1984, le retard dans le secteur des télécommunications dont fait état ce rapport s'était encore aggravé. Toutefois, le fait que les pays africains envisagent aujourd'hui la mise en place d'un satellite régional en complément d'autres systèmes constitue à ses yeux, a-t-il précisé, un progrès encourageant. Il a cité en exemple l'objectif fixé pour les télécommunications rurales, à savoir que personne n'ait à parcourir plus de deux kilomètres à pied pour accéder à un poste téléphonique. Le Vice-Président a fait remarquer que la coopération dans le domaine des télécommunications à l'échelle du continent telle que celle instaurée dans le cadre du projet RASCOM inaugurera une meilleure coopération socio-économique et politique sur le continent africain, conformément au Plan d'action de Lagos.

30. En conclusion, il a fait observer que l'option satellite était viable et qu'il fallait maintenant mettre en place le système. Il a informé les participants de l'offre du Nigéria d'accueillir le siège de l'organisation sur son territoire.

31. Enfin, il a déclaré la réunion ouverte.

#### Election du Bureau (point 2 de l'ordre du jour)

32. Le Bureau suivant a été élu pour la réunion :

- Président : Nigéria (S.E.M. O.A. Ige)
- Premier Vice-Président : République centrafricaine  
(S.E.M. Jean Tchombego)
- Deuxième Vice-Président : Ouganda  
(H.E. Dr. Ruhakana-Rugunda)
- Troisième Vice-Président : Lesotho  
(S.E.M. V.M. Mokone)
- Rapporteurs :
  - Maroc  
(M. Mohamed Wakrim)
  - Côte d'Ivoire  
(S.E.M. Yao Nicolas Kouassi Akon)

#### D. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

33. L'ordre du jour adopté par les participants est le suivant :

1. Ouverture de la réunion
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et programme de travail
4. Déclaration d'ordre général
5. Examen du rapport du Comité exécutif intérimaire
6. Questions diverses
7. Adoption du rapport
8. Clôture de la réunion.

34. Déclaration d'ordre général (point 4 de l'ordre du jour)

35. Le représentant du gouvernement de l'Italie, M. P. Serpi, remerciant la Conférence pour l'invitation faite à son pays de participer en qualité d'observateur à la réunion d'Abuja, a rappelé l'intérêt porté par son pays au programme RASCOM et a souligné la volonté du Ministère italien des affaires étrangères et des industriels de son pays, tant du secteur public que du secteur privé, de soutenir l'action entreprise à l'échelle du continent en vue de la réalisation finale du programme.

36. Le Ministre des télécommunications du Ghana a pris la parole pour exprimer le soutien apporté au projet RASCOM par son Gouvernement et les encouragements de celui-ci. Il a indiqué que le Ghana ne ménagera aucun effort pour que la mise en oeuvre du programme soit un succès. Il a également noté que l'offre du Nigéria d'accueillir le secrétariat d'une organisation RASCOM future méritait d'être examinée par la Conférence.

Examen du rapport du Comité exécutif intérimaire (CEI) (point 5 de l'ordre du jour)

Le Président du Comité exécutif intérimaire a présenté à la réunion le rapport de ce Comité. La Conférence a ensuite longuement examiné les divers points soulevés dans le rapport qui comprend les quatre parties principales suivantes :

- i) Historique et approche de l'étude RASCOM;
- ii) Vers le développement des télécommunications en Afrique;
- iii) Options de systèmes à satellites pour l'Afrique;
- iv) Propositions d'exécution du projet RASCOM.



38. Chacune des parties ci-dessus a été examinée et plusieurs recommandations ont été adoptées. Enfin, la Conférence a décidé de passer à la mise en oeuvre du projet RASCOM en commençant par la phase de transition. Le cadre institutionnel a été adopté en conséquence.

39. La Conférence des ministres a adopté la Résolution RASCOM/01.

40. Le rapport du CEI tel qu'approuvé par la Conférence des ministres fait l'objet de l'Annexe II.

41. La Conférence a ensuite exprimé sa gratitude à tous ceux qui ont participé à l'étude ainsi qu'aux institutions de financement/pays donateurs.

Questions diverses (point 6 de l'ordre du jour)

42. Sous ce point de l'ordre du jour, la délégation de la Côte d'Ivoire a rappelé à la Conférence que les mots "Communications" et "Télécommunications" ne devaient pas être interchangés dans le texte français.

43. La Conférence a été informée que le Comité des experts nationaux (CEN) a tenu sa première réunion le 6 février 1991 à Abuja, constituant à cette occasion son bureau. Les représentants du Bénin, de l'Ethiopie, du Zaïre et de la Tanzanie ont été respectivement élus Président, Vice-Président et Rapporteurs.

44. La délégation de la Côte d'Ivoire a offert d'organiser sur son territoire la prochaine Conférence spéciale des ministres chargés des télécommunications qui sera convoquée par la CEA. Les participants ont pris acte de cette proposition.

Adoption du rapport (point 7 de l'ordre du jour)

45. La Conférence a adopté son rapport après lui avoir apporté de légères modifications.

Clôture de la réunion (point 8 de l'ordre du jour)

46. Le Président a adressé ses vifs remerciements aux délégations pour leur coopération et leur a souhaité un bon voyage de retour. Il a ensuite prononcé la clôture de la réunion.

Annexe I

## SYSTEME REGIONAL AFRICAIN DE COMMUNICATIONS PAR SATELLITE

Résolution RASCOM/01

La Conférence spéciale des ministres africains des télécommunications réunie à Abuja du 4 au 6 février 1991,

Rappelant la Résolution ECA/UNTACDA/Res.89/76 de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification adoptée à Tanger (Maroc) en novembre 1989,

Ayant examiné le rapport de la deuxième réunion du Comité exécutif intérimaire (CEI) de RASCOM établi sur la base du rapport final de l'étude de faisabilité sur le Système régional africain de communications par satellite (RASCOM),

1. Entérine le rapport du Comité exécutif intérimaire;
2. Félicite les Comités de coordination nationaux, le Comité de coordination interinstitutions et le Bureau du projet RASCOM pour la qualité de l'étude de faisabilité;
3. Exprime sa gratitude à la BAD, au PNUD, à l'OUA, à l'UIT, à l'UNESCO ainsi qu'aux gouvernements de l'Italie et de la République fédérale d'Allemagne pour leur contribution au financement de l'étude de faisabilité. La Conférence adresse également ses remerciements aux gouvernements de l'Ethiopie et du Zimbabwe pour leur action initiale en vue de mobiliser des ressources;
4. Convient qu'un système à satellites spécialisé est une option viable pour les pays africains en tant qu'objectif à long terme, avec comme étape intermédiaire la location/achat de répéteurs;
5. Décide de passer immédiatement à l'exécution de la phase de transition (12 mois) durant laquelle tous les éléments nécessaires à la création d'une Organisation RASCOM seront collectés et présentés à la Conférence spéciale des Ministres des télécommunications qui sera convoquée au terme de cette phase de transition;
6. Approuve le cadre institutionnel proposé pour la phase de transition tel que annexé à la présente résolution;
7. Appelle les pays membres à accorder un rang de priorité élevé au projet et à exprimer leur intention d'y participer;
8. Invite le CCII à continuer d'apporter son soutien au projet et de collaborer avec le Bureau RASCOM Intérimaire pendant la phase de transition;



9. Demande à l'UIT de continuer à remplir son rôle d'agent d'exécution pendant la phase de transition et à accueillir le Bureau RASCOM Intérimaire pendant cette période;

10. Demande aux pays membres de s'acquitter dès que possible de leur contribution dont le montant ne devrait pas être inférieur à 10 000 dollars EU;

11. Invite les institutions de financement et les pays donateurs à contribuer au financement de la phase de transition du projet RASCOM;

12. Charge le Bureau RASCOM Intérimaire d'entreprendre les études relatives à la mise en commun des répéteurs nationaux africains. A cet effet, il devra prendre les contacts nécessaires avec INTELSAT, ARABSAT et toute autre organisation de télécommunications par satellite concernée;

13. Demande à l'UIT de prendre des mesures pour mobiliser des ressources pour le projet RASCOM par l'intermédiaire de son Programme Volontaire;

14. Demande en outre à la Commission de Mobilisation de Ressources (RMC) de l'UNTACDA II, présidée par la BAD, de prendre toutes les mesures nécessaires pour mobiliser des ressources pour les phases de transition et de mise en oeuvre du projet RASCOM;

15. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA de transmettre le rapport de la Conférence spéciale des Ministres chargés de télécommunications à la huitième Session de la Conférence des Ministres africains des Transports, des Communications et de la Planification pour suite à donner;

16. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la CEA de convoquer une Conférence spéciale des ministres des télécommunications pour prendre une décision au sujet de la création d'une organisation africaine de télécommunications par satellite au terme de la phase de transition;

17. Prend acte de l'offre généreuse du Gouvernement de la République fédérale du Nigéria d'abriter le siège de la future organisation RASCOM;

18. Exprime ses sincères remerciements au Gouvernement et au peuple du Nigéria pour l'accueil chaleureux, l'hospitalité et toutes les dispositions prises pour assurer le succès de la Conférence.

# CADRE INSTITUTIONNEL POUR LA PHASE DE TRANSITION

! Conférence des ministres !

! des transports, des !

! communications et de la !

! planification !

! Conférence des ministres !

! des télécommunications !

! Comité exécutif !

! intérimaire !

! Comités des experts !

! nationaux !

! Comité de !

! coordination ! Bureau RASCOM !

! interinstitutions ! (UIT, Agence d'exécution) !



- i) Le Comité des experts nationaux (CEN) composé de 15 membres dirigera et supervisera le Bureau RASCOM intérimaire au nom de la Conférence des ministres. Les membres du CEN sont choisis parmi les cinq sous-régions proportionnellement au nombre de pays dans chaque sous-région. Après consultation entre les sous-régions, les pays suivants ont été choisis : Bénin, Cameroun, Egypte, Ethiopie, Ghana, Kenya, Lesotho, Madagascar, Maroc, Nigéria, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Tanzanie, Zaïre et Zimbabwe;
- ii) Le CEN supervisera la phase de transition conformément à la décision de la Conférence des ministres. A cette fin, il mettra sur pied un plan d'action pour la conduite des travaux et décidera du nombre de réunions qu'il se propose de tenir et prendra toute autre disposition qu'il jugera nécessaires;
- iii) Le coût de la participation des membres du CEN sera supporté par leurs pays respectifs;
- iv) Il est recommandé que le CEN tienne sa première réunion à Abuja après la décision de la Conférence des ministres des télécommunications, afin de prendre les mesures appropriées pour constituer le noyau de base du Bureau RASCOM intérimaire. Les membres du CCII participeront à cette réunion à titre consultatif;
- v) Le CCII actuel sera conservé pour conseiller le CEN et aider à la mobilisation des ressources pour la mise en oeuvre de la phase de transition. Le coût de la participation des membres du CCII sera supporté par leurs organisations respectives;
- vi) Afin de commencer la phase de transition sans retard et de bénéficier de l'appui logistique du siège de l'UIT, il est recommandé que le Bureau RASCOM intérimaire ait son siège à Genève;
- vii) Il est demandé à l'UIT de poursuivre son rôle d'agence d'exécution pendant la phase de transition. Il lui est aussi demandé d'accueillir le Bureau RASCOM intérimaire pendant cette période;
- viii) Le Bureau RASCOM intérimaire qui travaillera sous la supervision du CEN, sera chargé de la mise en oeuvre des activités de la phase de transition décrites ci-dessus en étroite collaboration avec les comités nationaux. Le noyau du Bureau intérimaire devrait être constitué à partir du Bureau actuel du projet et complété par des spécialistes, en cas de besoin.

Annexe II

Système régional africain de  
communications par satellite (RASCOM)

Original : Anglais/Français  
Document No 2  
Point 4 de l'ordre du jour

Conférence des ministres des télécommunications  
Abuja (Nigéria), 4 - 6 février 1991

**RAPPORT DE LA DEUXIEME REUNION DU COMITE EXECUTIF INTERIMAIRE**

Abuja (Nigéria), 28 janvier - 1 février 1991

**OUVERTURE DE LA REUNION**

1. Dans ses observations liminaires, le Président sortant du Comité exécutif intérimaire (CEI), M. Seyoum G. Christos (Ethiopie), a déclaré que la présente réunion qui est la deuxième, précédée par une réunion du Comité de coordination interinstitutions (CCII), fait suite à la première réunion du CEI tenue à Addis Abeba en octobre 1988. Il a fait observer que la présente réunion revêt une importance décisive, ajoutant qu'il espère qu'elle sera couronnée de succès pour faciliter le passage à la phase d'exécution du projet.

2. Il a pris acte que l'instance responsable du projet au sommet est la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification, assistée par le CEI. Il a par conséquent rappelé aux participants la grande responsabilité qui est la leur d'orienter le projet dans la bonne voie, dans l'intérêt de toutes les nations et de tous les pays d'Afrique.

3. Le Directeur général de la Nigerian Telecommunications (NITEL) Limited, M. l'ingénieur G.A. Falode, a souhaité la bienvenue à tous les participants et observateurs à Abuja, nouvelle Capitale fédérale du Nigéria. Il a souhaité à tous un séjour des plus agréables au Nigéria.

4. Le représentant de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. Afanou, Chef de la Division des transports et communications, parlant au nom du Secrétaire général de l'OUA, a rappelé le cadre dans lequel l'étude RASCOM se déroule. Cette étude qui constitue pour l'Afrique un pari pour l'avenir, se situe dans le cadre de la mise en application des dispositions du Plan d'action de Lagos. L'objectif principal du projet est la mise en place d'un réseau régional africain de communications par satellite, complété en tant que de besoin par toute autre technologie appropriée pour promouvoir le développement socio-économique de l'Afrique. Il a ensuite remercié les membres du CCII, en particulier l'Union internationale des télécommunications (UIT), des efforts accomplis dans la conduite de l'étude. Les remerciements ont aussi été adressés aux différents bailleurs de fonds, ainsi qu'à l'Ethiopie et au Zimbabwe qui dès le départ se sont portés garants dans la recherche de financement.



5. Le représentant de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), M. le Professeur Bongoy, Chef de la Division des transports, des communications et du tourisme, parlant au nom du Secrétaire exécutif, a rappelé les différentes étapes franchies dans la conduite de ce projet et remercié les différents membres du CCII des dispositions prises pour arriver à un consensus chaque fois qu'il était besoin, afin de déboucher sur un projet unique global susceptible de répondre aux différentes préoccupations en matière de télécommunication. Il a ensuite félicité tous les experts africains dont les efforts ont permis l'aboutissement de cette étude de faisabilité.

6. Le Vice-Secrétaire général de l'UIT, M. Jean Jipguep, a remercié le Ministre nigérian des communications de sa présence effective à la cérémonie d'ouverture, qui témoigne de l'intérêt que le Nigéria porte au projet RASCOM. Il a appelé l'attention de l'assistance sur les différents volumes qui constituent le rapport final de l'étude de faisabilité et insisté sur les dispositions nécessaires pour une mise en oeuvre effective du projet RASCOM. Il a rappelé que la réussite du projet nécessite des mesures d'accompagnement au niveau de chaque pays, notamment l'extension des réseaux terrestres existants et l'amélioration de la qualité de service.

7. Le représentant de l'Union panafricaine des télécommunications (UPAT), M. John Andah, parlant au nom du Secrétaire général de l'UPAT, a remercié le Gouvernement du Nigéria de l'hospitalité dont il a fait montre pour permettre un agréable séjour au Nigéria à tous les délégués. Il a ensuite félicité les membres du CCII, du Bureau du projet ainsi que les experts nationaux, du succès remporté dans la conduite de l'étude de faisabilité du projet RASCOM. Il a également précisé que son organisation ne ménagera aucun effort dans la phase à venir pour permettre une mise en oeuvre effective du projet.

8. Dans son allocution, Son Excellence le Ministre des communications, M. l'ingénieur O.A. Ige, a souhaité aux participants la bienvenue au Nigéria. Il a brièvement rappelé le point de départ de la réunion en cours, qui est organisée conformément à la décision de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification. Il a en outre expliqué que la réunion a pour but d'examiner le rapport final de l'étude de faisabilité du projet RASCOM en vue de formuler des recommandations appropriées à la Conférence des ministres.

9. Il a fait l'éloge du cadre dans lequel l'étude a été entreprise, ce qui a rendu possible la participation des Comités de coordination nationaux (CCN) pluridisciplinaires dans chaque pays et d'une équipe d'experts au sein d'un Bureau du projet central qui a fonctionné sous les auspices d'un Comité de coordination interinstitutions composé de dix organisations, ce qui peut être cité comme un exemple unique de coopération à l'échelle du continent.

10. Il a rappelé aux participants l'utilité de la base de données qui a été créée et qui devra nécessairement être mise à jour. Il a également mentionné la nécessité d'assurer la sécurité d'accès à la base de données.

11. Le Ministre a exprimé sa gratitude à l'ensemble des organisations et des pays qui ont apporté leur soutien financier à l'étude.

12. Poursuivant son allocution, le Ministre a souligné la nécessité d'activer la décision concernant le processus d'exécution. Il a instamment demandé que les recommandations du CEI soient réalistes et suffisamment souples pour tenir compte des intérêts de tous les pays africains participant au projet. Il a également fait observer que les décisions éventuelles devront tenir compte du fait qu'un tel projet doit être fondé sur des principes commerciaux sains pour en assurer la viabilité afin d'inspirer la confiance des Etats membres et des investisseurs internationaux.

13. Enfin, le Ministre a indiqué que son Gouvernement est prêt à accueillir toute organisation dont la création pourrait être décidée par la Conférence, et à faire tout ce qu'il pourra pour aider cette organisation à parvenir à sa pleine maturité. Il a déclaré que cette organisation pourrait s'établir, le cas échéant, à Abuja.

#### PARTICIPATION

14. Ont participé à la réunion les représentants des Etats membres suivants: Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tome et Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe. Le CCII composé de BAD, CEA, OUA, UIT, PNUD, UAPT, UNESCO, UPAT et URINA a activement participé à la réunion. Ont également assisté à la réunion en qualité d'observateurs la CEEAC et la CEDEAO.

15. La liste des participants est jointe en Annexe II.

#### Election du Bureau

16. Le Bureau suivant a été élu pour la réunion :

- Président : Nigéria (M. E.B. Ojeba)
- 1er Vice-Président : Maroc (M. Ahmed Touni)
- 2ème Vice-Président : Ethiopie (M. Seyoum Gabre Christos)
- Rapporteurs :
  - i) Zimbabwe (M. Bernard Fernandes)
  - ii) République centrafricaine (M. Vincent Sakanga)



Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail

17. L'ordre du jour adopté par les participants est le suivant :

1. Ouverture de la réunion
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et programme de travail (Document No 1-Rev.1)
4. Présentation du rapport du Comité de coordination interinstitutions (CCII) au Comité exécutif intérimaire (CEI) (Document No 2)
5. Examen du rapport final sur l'étude de faisabilité RASCOM
  - 5.1. Historique et approche de l'étude RASCOM (Document No 3)
  - 5.2. Vers le développement des télécommunications en Afrique (Document No 4)
  - 5.3. Options des systèmes satellites pour l'Afrique (Document No 5)
  - 5.4. Propositions d'exécution du projet RASCOM (Document No 6)
6. Préparatifs de la réunion des ministres africains des télécommunications (Document No 7)
7. Divers
8. Adoption du rapport
9. Clôture de la réunion

Les participants ont adopté l'horaire suivant :

Matin : 9 heures à 12 heures  
Après-midi : 14 h 30 à 18 heures

Rapport du CCII au CEI

18. Le Président du CCII a présenté le rapport final du Comité (Document No2). Il a conclu en proposant qu'un projet de Résolution tendant à faire de RASCOM un des instruments majeurs de coopération et de développement de la future Communauté économique africaine soit soumis à la Conférence des ministres chargés des télécommunications à l'intention de la 28ème session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA prévue à Abuja en juin 1991. Les participants ont pris note du fait que le rapport du CCII, qui constitue une évaluation, est donné essentiellement à titre d'information. Les participants ont décidé de prendre acte du rapport et d'en examiner le contenu en temps opportun lorsqu'ils examineront les autres documents de la Conférence.

## Examen du rapport final sur l'étude de faisabilité RASCOM

### Historique et approche de l'étude RASCOM

19. Le Directeur du projet a présenté le document sur l'historique et l'approche de l'étude RASCOM (Document No 3) dont l'examen a suscité un large débat portant notamment sur la base de données constituée au cours de l'étude de faisabilité, la participation des experts africains à toutes les étapes du projet et la nécessité de bien cerner la période transitoire pour maintenir toute la synergie du projet. Les différentes observations formulées ont été les suivantes :

- L'importance de garantir la sécurité de la base de données RATDA;
- La nécessité de mettre à jour la base de données;
- La nécessité d'obtenir le consentement des différents pays en ce qui concerne l'accès aux informations contenues dans la base de données RATDA qui les intéressent;
- La nécessité de maintenir en place le CCN de chaque pays aux fins de la mise à jour de la base de données;
- La nécessité de rendre la base de données RATDA accessible aux institutions et aux pays d'Afrique;
- La nécessité de définir clairement les modalités d'accès à la base de données RATDA par les organisations et pays d'Afrique;
- La nécessité de fixer le coût de la tenue à jour de la base de données RATDA et de son accès par les parties intéressées;
- La nécessité d'organiser des séminaires/ateliers d'étude pour familiariser les pays membres avec l'utilisation de la base de données RATDA et les initier à mettre en place leur propre base de données nationale;
- La nécessité de conserver l'expertise du Bureau RASCOM;
- La nécessité de publier des bulletins périodiques pour informer les pays participants de la marche du projet.

En conclusion,

i) Le CEI s'est déclaré extrêmement satisfait de la qualité du travail produit par les CCN, le CCII et le Bureau du projet;



ii) Le CEI a exprimé sa gratitude à la BAD, au PNUD, à l'OUA, à l'UIT, à l'UNESCO ainsi qu'aux gouvernements de l'Italie et de la République fédérale d'Allemagne pour leur contribution au financement de l'étude de faisabilité. La Conférence adresse également ses remerciements aux gouvernements de l'Ethiopie et du Zimbabwe pour leur action initiale en vue de mobiliser des ressources;

iii) Il a recommandé que la base de données RATDA, résultant de l'étude de faisabilité, soit maintenue pour la suite du projet. La CEI a recommandé en outre d'entreprendre la collecte des données et le développement de la base de données à tous les échelons : régional, sous-régional et national;

iv) Il a indiqué que les tâches à entreprendre pendant la période transitoire et les mécanismes qui se rattachent au projet doivent être précisés pour garantir le suivi approprié du projet dans les meilleures conditions possibles;

v) Il a en outre recommandé que l'on demande l'aide de l'UIT pour actualiser et protéger la base de données jusqu'à ce que celle-ci soit transférée en Afrique. Il a recommandé également la tenue des séminaires/ateliers, à l'attention des experts nationaux en vue de les familiariser à l'utilisation de cette base de données ainsi que les autres aspects fondamentaux de RASCOM.

#### Vers le développement des télécommunications en Afrique

20. L'introduction détaillée du Document No 4 qui traite de la situation des télécommunications et de la radiodiffusion en Afrique et de leur développement a été suivie d'un débat prolongé et constructif. Le Comité a noté ce qui suit :

- Il serait plus indiqué que l'objectif de la fourniture de services de télécommunication dans les zones rurales soit fondé sur le principe de l'accessibilité à ces services et non pas sur la densité téléphonique (nombre de lignes principales pour 100 habitants);

- La nécessité d'harmoniser les normes applicables aux équipements de télécommunications dans le contexte africain;

- La nécessité de revoir les niveaux d'investissement dans le secteur des télécommunications, conformément aux Résolutions de la Conférence africaine de développement des télécommunications (CADT) (Harare, 1990);

- La nécessité d'améliorer la qualité de service du réseau de télécommunications sur une base nationale, sous-régionale et régionale.

21. Les débats instaurés autour de ce document ont porté en outre sur les autres aspects du développement des télécommunications en Afrique tels que :

- La fabrication locale des équipements de télécommunication;
- L'établissement de tarifs régionaux et sous-régionaux appropriés pour les différents services de télécommunications.

22. En conséquence, les recommandations suivantes ont été prises :

22.1. Que tous les pays s'engagent de faire l'effort pour améliorer leurs réseaux actuels par tous les moyens possibles : maintenance et exploitation rationnelle notamment par la mise en oeuvre des PNAM (Plan national d'amélioration de la maintenance dans le cadre du projet PANAFTEL); élaboration d'un cadre de politique générale bien conçu, des structures tarifaires adaptées, du choix des techniques appropriés, des structures de gestion efficaces, du développement des ressources humaines adapté aux besoins et des modes de planification bien intégrés dans les plans nationaux du développement.

22.2. S'agissant de la composante rurale des réseaux de télécommunication, le CEI recommande de prendre sur le plan politique l'initiative de prévoir des crédits d'investissements suffisants pour améliorer les télécommunications rurales. Il est suggéré en particulier que 5 à 20% des investissements destinés aux télécommunications soient consacrés aux zones rurales et que le concept d'accessibilité soit développé davantage en vue de son application au niveau de chaque pays.

22.3. Etant donné le volume de la demande projetée par les pays d'Afrique, la fabrication de matériel de télécommunication doit être entreprise à l'échelle sous-régionale. La réunion fait sienne la recommandation adoptée à Harare en décembre 1990 au cours de la Conférence sur le développement des télécommunications en Afrique et prie le PNUD d'accorder l'assistance financière nécessaire à la réalisation de l'étude de celle-ci.

22.4. Qu'une harmonisation de la normalisation en Afrique, en commençant par des normes de caractère général (pour des équipements ne faisant pas appel à des techniques de pointe, tels que les appareils téléphoniques et les câbles souterrains) s'instaure.

#### Options des systèmes satellites pour l'Afrique

23. Le Directeur du projet a présenté un exposé détaillé et complet sur les principaux aspects des études relatives aux systèmes à satellites. Les activités entreprises portaient sur l'ingénierie des systèmes de communication par satellite, l'évaluation financière et économique, les aspects de gestion et la comparaison des diverses options et de leurs variantes.



24. Il a indiqué qu'une approche modeste avait été adoptée pour l'analyse des besoins. Il a été fait observer que sur le total des besoins de télécommunication arrêté, 30% correspondait aux besoins ruraux, 57% aux besoins interurbains et 13% aux besoins interafricains. Des considérations relatives à la conception des satellites ainsi qu'à l'ingénierie du secteur terrien et aux coûts correspondants ont également été présentées. Il a été tenu dûment compte du secteur terrien existant. On a estimé que quelque 2 000 stations terriennes seront nécessaires pour les 50 pays d'ici à l'an 2005.

25. Une évaluation de la viabilité financière a été entreprise pour le secteur spatial, au niveau national ainsi que pour l'ensemble du projet (secteur spatial + stations terriennes). Il a été fait observer qu'un certain nombre de pays s'engageaient à utiliser une capacité minimale de 22 répéteurs.

26. Les coûts estimatifs des stations terriennes, à l'exclusion du réseau de commutation et de transmission de Terre associé, est de l'ordre de 850 millions de dollars EU pour les quelque 2 000 stations terriennes prévues sur une période d'investissement de 13 ans. Les coûts du secteur spatial ont été estimés à environ 500 millions de dollars EU.

27. En ce qui concerne les aspects relatifs à la gestion, deux options ont été présentées, à savoir le modèle classique (INTELSAT, INMARSAT) et le modèle de la société publique à responsabilité limitée (PLC). L'option classique était fondée sur les structures de gestion existantes pour les satellites alors que l'option PLC a été mise au point pour attirer une participation gouvernementale et non gouvernementale.

28. Les conclusions de l'analyse de la comparaison des options techniques ont démontré que l'option "satellites spécialisés" était préférable à long terme à l'option location/achat.

Les remarques suivantes ont été faites pendant les discussions :

- Il est nécessaire de poursuivre les études relatives à l'utilisation de la bande KU pour tout le continent africain, étant donné qu'il est acquis que son utilisation éventuelle en Afrique du Nord ne poserait pas de problème;

- La mise en commun des répéteurs a des incidences juridiques, techniques et financières qu'il convient de prendre en considération;

- En ce qui concerne l'option de gestion, le modèle/scénario PLC est plus intéressant;

- La mise en place immédiate d'un Bureau RASCOM intérimaire pour réaliser entre autres les tâches mentionnées ci-dessus.

## Conclusions

29. Après avoir examiné le rapport sur les options en matière de systèmes à satellites, le CEI est arrivé aux conclusions suivantes :

i) L'objectif final du Système régional africain de communications par satellite est d'avoir un satellite spécialisé. Entre-temps, une approche progressive utilisant l'option location/achat devrait être adoptée;

ii) Les modalités détaillées d'engagement des procédures d'enregistrement auprès de l'IFRB seront étudiées plus avant pendant la phase de transition;

iii) Il a été convenu d'exprimer une profonde reconnaissance au Bureau du projet, au CCII et à l'UIT pour la bonne qualité du travail;

iv) En outre, il a été pris note que l'expérience d'ARABSAT et d'autres systèmes régionaux à satellites devait être prise en considération afin de définir une approche prudente, pragmatique et coordonnée pour la mise en place d'un système à satellites spécialisés.

## Recommandations

30. Compte tenu de ce qui précède, les recommandations suivantes ont été formulées :

### 30.1. Mise en place planifiée d'un Système régional africain à satellites

Il a été convenu de l'utilité de procéder à la mise en place d'un Système régional africain de communications par satellite, l'objectif à long terme étant d'avoir un satellite spécialisé. Il est également reconnu que la mise en place d'un Système à satellites spécialisé exige une approche par étapes soigneusement planifiée.

On sait qu'aujourd'hui que plusieurs pays africains utilisent pour leur usage national une vingtaine de répéteurs répartis notamment sur les systèmes INTELSAT et ARABSAT et que d'autres sont sur le point d'en acquérir, la mise en commun de ces répéteurs pourrait constituer le point de départ d'un Système régional africain de télécommunications par satellite. Cela exigerait que des études techniques, juridiques et financières approfondies soient effectuées en association avec, d'une part les pays africains propriétaires ou locataires de ces répéteurs pour leur usage national, et d'autre part INTELSAT, ARABSAT et toute autre organisation de télécommunications par satellite concernée.



Une telle opération concertée pour la mise en commun des répéteurs peut apporter des avantages économiques par suite d'une négociation collective avec les exploitants du secteur spatial. Ce serait aussi pour l'Afrique l'occasion d'acquérir une expérience pratique de l'exploitation et de la gestion d'une ressource commune exploitée en partage.

Afin d'assurer la mise en oeuvre fructueuse d'un Système régional de communications par satellite ayant pour but l'intégration économique du continent, il est recommandé que les pays africains indiquent leur participation à cette entreprise commune.

### 30.2. Confirmation des besoins

Etant donné que le système régional africain à satellites devra être fonction de la demande exprimée, il est recommandé que, dans le cadre du processus de planification, les pays renvoient et confirment leurs besoins, en vue d'assurer une meilleure définition du système. Cette opération est une activité importante de la phase de transition.

### 30.3. Création d'une organisation africaine de communications par satellite

Il est recommandé qu'un Bureau RASCOM intérimaire engage les préparatifs en vue de la création de l'organe permanent de l'Organisation régionale africaine de communications par satellite.

### 30.4. Mesures complémentaires

La mise en oeuvre du projet RASCOM n'aura d'effets bénéfiques que si un certain nombre de mesures complémentaires sont prises en association avec l'investissement dans le système spatial. Ces mesures comprennent notamment ce qui suit :

- a) La mise en place de liaisons de transmission entre les stations terriennes et les centraux locaux;
- b) La mise en place de réseaux locaux d'abonné;
- c) L'aménagement et/ou l'extension des réseaux nationaux;
- d) La production et la distribution de programmes de télévision;
- e) La mise en place de liaisons de transmission entre stations terriennes et centres de réémission de la TV;
- f) L'amélioration de l'exploitation du réseau de télécommunication existant;
- g) La formation à l'exploitation, à la maintenance et à la gestion du système.

### 31. Propositions d'exécution du projet RASCOM

Après avoir examiné le Document No 6 (Propositions d'exécution du projet RASCOM) et après de longues discussions, le CEI a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

31.1. Reconnaissant l'extrême utilité du travail accompli par les Comités de coordination nationaux pluridisciplinaires respectifs, le CEI recommande que ces Comités soient maintenus et que leurs Etats respectifs mettent à leur disposition les ressources nécessaires pour mener à bien les activités au niveau national pendant les phases d'exécution et de mise en oeuvre du projet RASCOM.

31.2. Le CEI a fait observer que le Bureau du projet et le CCII se sont acquittés de leur mandat en menant à bien l'étude de faisabilité d'une manière remarquable. Il est souhaitable de continuer à bénéficier de leur assistance sous une autre forme pendant la phase de transition.

31.3. Après avoir examiné les résultats de l'étude de faisabilité, le CEI est arrivé à la conclusion que le projet est considéré comme étant économiquement viable; il recommande par conséquent que les pays africains décident de passer à la phase de transition de sa mise en oeuvre.

31.4. L'objectif final est de mettre sur pied un système à satellites spécialisés. Etant donné que cela doit se faire progressivement, il est recommandé de commencer par la location et/ou l'achat de répéteurs.

31.5. Il est nécessaire de créer une organisation RASCOM qui aura son siège en Afrique et qui fonctionnera sur une base commerciale.

31.6. Afin de définir les modalités pratiques de création de l'organisation RASCOM, qui assumera l'entière responsabilité de la mise en oeuvre du projet RASCOM, les activités complémentaires ci-après devront être entreprises pendant la phase de transition. On estime que cette phase de transition durera de 10 à 12 mois :

- i) Mettre sur pied un mécanisme pour expliquer à tous les pays ce qui leur est demandé pour participer au projet ainsi que les avantages qu'ils peuvent obtenir. Il est nécessaire d'en définir la structure appropriée pour obtenir des engagements fermes de la part des pays intéressés;
- ii) Entreprendre une étude juridique, technique et économique globale sur les possibilités de mettre en commun les répéteurs nationaux en service en Afrique. Cela nécessitera une consultation avec d'une part, les pays africains propriétaires ou locataires de ces répéteurs pour leur réseau national et, d'autre part, INTELSAT, ARABSAT et toute autre organisation de télécommunication par satellite concernée;



- iii) Recueillir des informations à jour sur le coût et les conditions de location et/ou d'achat des répéteurs supplémentaires qui pourront être nécessaires pour constituer un parc commun minimal pour satisfaire aux besoins de trafic nationaux et régionaux;
- iv) Sur la base de l'étude de faisabilité, formuler les modalités d'établissement d'une organisation commerciale de communication par satellite, en examinant les aspects structurels, juridiques, financiers et techniques ainsi que les questions de personnel et de gestion;
- v) Arrêter les critères nécessaires pour le choix du siège de l'organisation, y compris la rédaction d'accords de protocole pour le siège en indiquant les installations et les obligations nécessaires, etc, que l'on attend du gouvernement d'accueil;
- vi) Actualiser et mettre à jour la base de données qui a été constituée pour le projet. Proposer tous les moyens nécessaires pour le transfert de la base de données de l'UIT, à l'organisation RASCOM qui aura son siège en Afrique;
- vii) Encourager chacun des pays africains à examiner leurs rapports nationaux respectifs et à établir un programme pour l'expansion et l'amélioration de leur réseau national, qui donne en particulier la priorité aux besoins des zones rurales;
- viii) Lancer un programme promotionnel approprié de manière que tous les pays soient entièrement informés de toutes les incidences de l'étude de faisabilité et des mesures à entreprendre aux niveaux national, sous-régional et régional;

Un programme de promotion approprié doit également être lancé pour sensibiliser les institutions de financement;

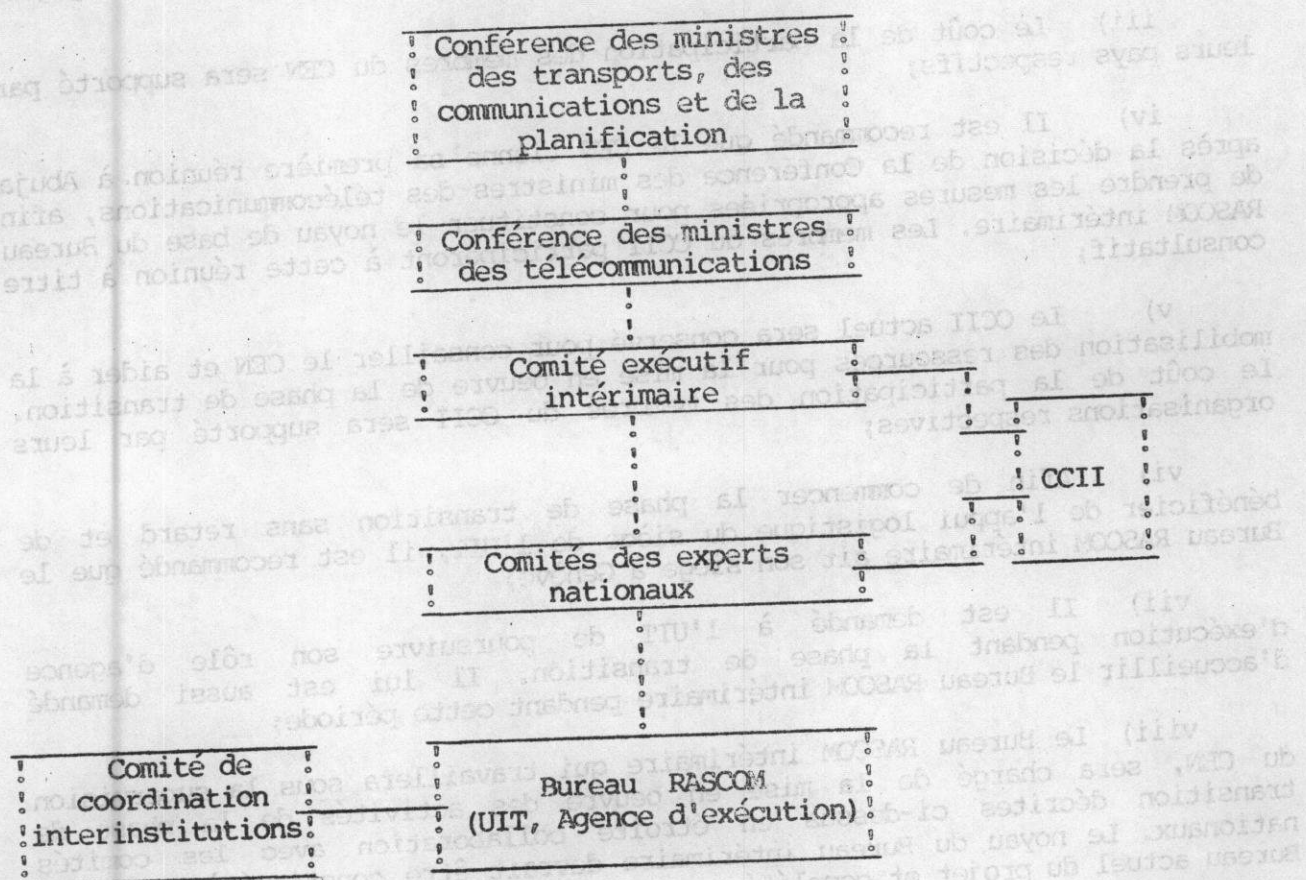
Pour ce faire, on pourrait utiliser les moyens suivants :

- entreprendre des missions;
- publication de bulletins d'information périodiques;
- tenue de conférence des donateurs (table ronde);

- ix) Organiser des séminaires/ateliers pour l'utilisation et le développement des bases de données au niveau national et régional;

- x) A la fin de la série d'activités susmentionnées, tous les éléments nécessaires pour créer l'Organisation RASCOM et identifier les pays qui sont prêts et désireux de participer au projet dès le départ, auront été recueillis. Ces conclusions seront présentées à une Conférence spéciale des ministres des télécommunications qui sera convoquée par la Commission économique pour l'Afrique (Institution responsable de UNTACDA II) afin de prendre la décision appropriée concernant la création de l'Organisation RASCOM. Cette Conférence sera financée par le projet.

### CADRE INSTITUTIONNEL POUR LA PHASE DE TRANSITION





- i) Le Comité des experts nationaux (CEN) composé de 15 membres dirigera et supervisera le Bureau RASCOM intérimaire au nom de la Conférence des ministres. Les membres du CEN sont choisis parmi les cinq sous-régions proportionnellement au nombre de pays dans chaque sous-région. Après consultation entre les sous-régions, les pays suivants ont été choisis : Bénin, Cameroun, Egypte, Ethiopie, Ghana, Kenya, Lesotho, Madagascar, Maroc, Nigéria, Sao Tomé et Principe, Sénégal, Tanzanie, Zaïre et Zimbabwe;
  - ii) Le CEN supervisera la phase de transition conformément à la décision de la Conférence des ministres. A cette fin, il mettra sur pied un plan d'action pour la conduite des travaux et décidera du nombre de réunions qu'il se propose de tenir et prendra toute autre disposition qu'il jugera nécessaires;
  - iii) Le coût de la participation des membres du CEN sera supporté par leurs pays respectifs;
  - iv) Il est recommandé que le CEN tienne sa première réunion à Abuja après la décision de la Conférence des ministres des télécommunications, afin de prendre les mesures appropriées pour constituer le noyau de base du Bureau RASCOM intérimaire. Les membres du CCII participeront à cette réunion à titre consultatif;
  - v) Le CCII actuel sera conservé pour conseiller le CEN et aider à la mobilisation des ressources pour la mise en oeuvre de la phase de transition. Le coût de la participation des membres du CCII sera supporté par leurs organisations respectives;
  - vi) Afin de commencer la phase de transition sans retard et de bénéficier de l'appui logistique du siège de l'UIT, il est recommandé que le Bureau RASCOM intérimaire ait son siège à Genève;
  - vii) Il est demandé à l'UIT de poursuivre son rôle d'agence d'exécution pendant la phase de transition. Il lui est aussi demandé d'accueillir le Bureau RASCOM intérimaire pendant cette période;
  - viii) Le Bureau RASCOM intérimaire qui travaillera sous la supervision du CEN, sera chargé de la mise en oeuvre des activités de la phase de transition décrites ci-dessus en étroite collaboration avec les comités nationaux. Le noyau du Bureau intérimaire devrait être constitué à partir du Bureau actuel du projet et complété par des spécialistes, en cas de besoin.
33. Ressources nécessaires

- i) Etant donné l'importance et l'utilité considérable du projet pour le développement socio-économique de l'Afrique, en particulier dans le cadre de la création prochaine de la Communauté économique africaine, il importe que les pays africains manifestent leur intérêt en contribuant financièrement à la mise en oeuvre de la phase de transition;

ii) A cette fin, le coût estimatif de 2 millions de dollars EU pour la phase de transition devrait être supporté normalement par les pays africains. La contribution minimale de chaque pays est fixée à 10 000 dollars EU. Néanmoins, compte tenu du temps qu'il faudra pour recueillir les fonds auprès de chacun des pays, les ministres souhaiteront peut-être indiquer des moyens pour obtenir une avance sur le montant nécessaire dans un délai de deux mois;

iii) Le CEI prend acte avec satisfaction de l'intention du PNUD de verser une contribution supplémentaire de 100 000 dollars EU, en sus du solde excédentaire éventuel au titre de l'étude de faisabilité. Cette contribution servira de fonds de mise en route en attendant la contribution des pays;

iv) Il est également demandé à l'UIT de prendre des mesures pour mobiliser des ressources pour le projet RASCOM par l'intermédiaire de son programme volontaire;

v) Il est reconnu que le projet RASCOM, avec le projet PANAFTEL, est l'une des pièces maîtresses du programme de télécommunication de UNTACDA II. En conséquence, il est demandé à la Commission de mobilisation de ressources de UNTACDA II de prendre toutes les mesures nécessaires pour mobiliser des ressources pour les phases de transition et de mise en oeuvre du projet RASCOM.

#### 34. Phase de mise en oeuvre

i) La mise en oeuvre du système RASCOM incombe à l'Organisation RASCOM qui sera créée à la fin de la phase de transition;

ii) Il est recommandé que les pays entreprennent à l'avance les préparatifs nécessaires à l'amélioration et à l'expansion de leur réseau de Terre ainsi qu'à la programmation appropriée de l'installation de leurs stations terriennes que la viabilité du système RASCOM soit garantie dès son commencement.

#### 35. Préparatifs de la réunion des ministres des télécommunications

L'ordre du jour provisoire proposé par le CEI pour la réunion des ministres est le suivant :

1. Ouverture de la réunion
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail
4. Examen du rapport du Comité exécutif intérimaire
5. Examen du projet de résolution



6. Divers

7. Adoption du rapport

8. Clôture de la réunion.

36. Projets de résolutions

Le projet de résolutions contenues dans l'Annexe 1 a été adopté par le CEI pour transmission à la Conférence des ministres chargés des télécommunications.

37. Divers

Aucun point n'a été examiné sous ce point de l'ordre du jour.

38. Adoption du rapport

La réunion a adopté son rapport.

39. Clôture

Au nom du CEI, le délégué du Sénégal a brièvement commenté les travaux de la réunion et après avoir exprimé sa satisfaction, a conclu en remerciant le Gouvernement fédéral du Nigéria pour l'excellente qualité des moyens mis à disposition.

Le Vice-Secrétaire général de l'UIT a exprimé sa gratitude aux experts pour le travail qu'ils ont accompli et a adressé ses remerciements au Gouvernement du Nigéria pour son aide.

Le Directeur général de la Nigerian Telecommunications Limited (NITEL) a exprimé l'espoir que tous les délégués ont trouvé leur séjour agréable et les délibérations fructueuses.

Enfin, le Président a remercié les participants de leur collaboration et de leur soutien, indiquant qu'il rendra fidèlement compte à la Conférence des ministres des télécommunications des conclusions de leurs délibérations. Il a ensuite déclaré la deuxième réunion du CEI close.